



AFP

Des militants des peuples autochtones brandissent des pancartes réclamant que l'Amazonie reste libre de l'exploitation minière, lors de la "Grande marche populaire" organisée en marge de la Cop 30 à Belém.

En fin de course, la Cop bute sur la sortie du pétrole

À près deux semaines de fortes chaleurs et de pluies tropicales, plusieurs manifestations tumultueuses et un incendie qui a nécessité l'évacuation de ses participants, la Cop 30 de Belém (Brésil) butait vendredi, jour de fin théorique du sommet sur le climat, sur un obstacle de taille: des divergences profondes au sujet de la sortie des énergies fossiles. Au point que l'Union européenne évoque ouvertement la perspective d'une Cop 30 "sans accord".

En effet, dans la nuit de jeudi à vendredi la présidence brésilienne a mis sur la table un troisième et dernier texte qui ne faisait aucune mention de la sortie des énergies fossiles et n'évoque pas la feuille de route demandée par certains pays pour accélérer la sortie des énergies fossiles, largement responsables du réchauffement climatique. Au total, plus de 80 pays sont favorables à cette "roadmap". Mais la Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite et la Russie, notamment, y seraient opposés.

"Ce qui est actuellement sur la table est inacceptable. Et vu que nous sommes tellement loin de là où nous devrions être, c'est malheureux à dire, mais nous sommes vraiment face à un scénario sans accord", a déclaré le commissaire européen au Climat Wopke Hoekstra au dernier jour théorique de la grande conférence de l'Onu.

"Le texte actuel n'est pas satisfaisant. Le verdissement des flux financiers n'y est pas mentionné, pas plus que la déforestation alors que nous sommes aux portes de l'Amazonie et aucune feuille de route sur la sortie des combustibles fossiles. Nous devons tirer parti des occasions qui s'offrent à nous pour faire pression. C'est ce que je vais continuer à faire et c'est pourquoi je serai personnellement présent jusqu'à la

fin des négociations.", a déclaré de son côté Jean-Luc Crucke (Les Engagés), ministre fédéral du Climat.

Dénier climatique

Même déception du côté de Juan Carlos Monterrey, envoyé spécial du Panama à la Cop. "Le texte actuel trahit l'Amazonie, trahit la science, trahit la justice et trahit les peuples qui étaient là pour nous. Il est tout simplement inacceptable [...] Ce discours omet même de reprendre des termes déjà convenus ces dernières années et dans le cadre de l'accord mondial. Ne pas s'engager dans le processus de lutte contre la crise climatique n'est pas un compromis, c'est du déni", a-t-il dénoncé. "Nos élèves de primaire lisent des manuels scolaires plus scientifiques et plus réalistes que le texte que nous utilisons ici, au sein de ce comité de surveillance du climat, où nous sommes censés résoudre ce problème."

Le fait que la tension monte de plusieurs crans à l'approche de l'épilogue d'une Cop climat n'est pas inhabituel. La présidence brésilienne continuait à procéder vendredi à des consultations des principales délégations.

"Nous sommes fiers que la Belgique fasse partie d'une coalition de pays ambitieux engagés pour la sortie des énergies fossiles", a pour sa part réagi Nadia Cornejo, vice-présidente de la Coalition Climat. "Mais le travail est loin d'être terminé: ici à la Cop, il faut encore inscrire clairement cette sortie

dans le texte, et en Belgique, nous devons accélérer la transition alors que 72 % de notre consommation énergétique dépend toujours du gaz et du pétrole."

La présidence pointée du doigt

Pour la présidence brésilienne, une absence d'accord final serait vécue comme un terrible camouflet. "Ceux qui doutent que la coopération soit la meilleure chose à faire pour le climat seront absolument ravis de voir qu'on n'arrive pas à nous mettre d'accord", a souligné le président de la Cop 30, le diplomate André Correa do Lago dans un moment charnière pour le multilatéralisme. Après le départ des États-Unis de l'accord de Paris, les observateurs s'accordaient pour présenter cette nouvelle Cop comme celle de la vérité pour la survie du multilatéralisme.

Par ailleurs, ces derniers jours, le pays hôte a été vivement critiqué pour son manque de transparence. "Le Brésil gère relativement bien sa présidence mais il y a une sorte de flou ambiant. Personne ne sait vraiment ce qu'André Corrêa do Lago, le président de la Cop, fait. S'il continue à jouer sur ce flou artistique, cela pourrait provoquer la discorde et attirer encore plus de méfiance de la part des différentes parties. Il faudra qu'il puisse donner un peu plus de cadre dans les jours qui viennent, sinon ça risque d'explorer", dénonçait, Rebecca Thissen, du Réseau Action Climat-International, une fédération de 2000 organisations non gouvernementales.

Maïli Bernaerts